

ÉCOLOGIE — REPORTAGE

Dans la ZAD des Chambarans: «Mon souhait, c'est que ça appartienne à tout le monde»

21 FÉVRIER 2016 | PAR JADE LINDGAARD

C'est l'autre ZAD : dans la forêt des Chambarans, en Isère, une poignée de militants occupe un bois acheté par le groupe Pierre et Vacances pour empêcher la construction d'un Center Parcs. Leur présence suscite la haine de certains riverains.

1 • 2 | LECTURE SUR UNE PAGE | 71 COMMENTAIRES | PROLONGER | A+ A-

Pour y entrer, on grimpe sur des débris de bois érigés en butte défensive. Couchée entre deux talus, une échelle à paliers irréguliers permet d'accéder à la barricade habitable qui sert de point d'accueil. Elle porte le nom de « Saboté », et ouvre l'accès vers la ZAD des Chambarans, dans une forêt située à une soixantaine de kilomètres de Grenoble. Depuis novembre 2014, un mouvement d'occupation a démarré dans ces anciens bois communaux pour bloquer un projet d'ouverture d'un Center Parcs. En juillet 2015, le tribunal administratif a annulé l'arrêté préfectoral autorisant la destruction de la zone humide qui s'étend sur une partie des 200 hectares achetés par Pierre et Vacances pour y construire des cottages et la fameuse piscine sous bulle tropicale. Depuis, le groupe a fait appel du jugement. Pro et anti-Center Parcs attendent de connaître le prochain épisode judiciaire et s'observent avec méfiance. Certains riverains expriment un rejet haineux des quelques militants qui vivent désormais à leurs côtés.



Sur le chantier de "Palette Palace", en novembre 2015.

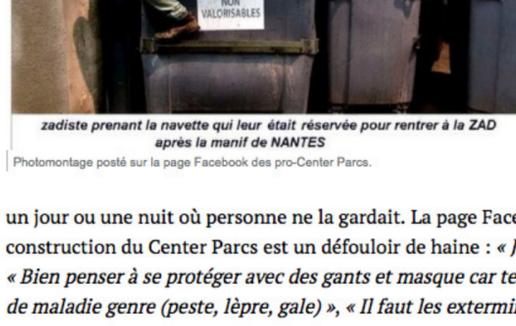
À gauche, un potager retourne à l'état sauvage sous une serre en partie déchirée, entourée de tranchées remplies d'eau à ras bord. À droite, des centaines de troncs d'arbres s'empilent les uns sur les autres, résultat de travaux de déboisement stoppés net par la contestation. Un peu plus loin, les anciens Algeco des ouvriers du chantier sont ouverts aux quatre vents. Ils sont couverts de tags, de graffitis, mais aussi d'une enseigne aux lettres noires parfaitement rectilignes : « ACAB », slogan anarchiste (acronyme de l'expression anglaise « *All cops are bastards* »), qui sert d'enseigne à l'« ACAB café », encore actif l'été dernier. Un canapé, des armoires vides, un vélo cassé. Un toit en toile s'affaisse. Ruines d'une vie collective au grand air. « *Habitons partout*, proclame une banderole. *Parce qu'on chie sur les rapports de domination et que la norme nous fait gerber. Ici pas de sexisme et d'homophobie.* »

Des hommes et des femmes continuent d'habiter le bois des Avenièrès mais à couvert, pour affronter le froid et la pluie de l'hiver, et en groupes éparés, bien moins nombreux que sur la ZAD la plus connue de France, qui s'étend de l'autre côté de l'Hexagone contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Permanents ou éphémères, leurs lieux de vie portent des noms grandioses et moqueurs : Palette palace, Maquizad, ACAT'A, Campagnôle. Une cabane sur pilotis, un salon-cuisine-sleeping qui ressemble à une maison de sorcière, des perchoirs en haut des arbres pour surveiller les arrivées hostiles, une tour de guet, côté sud, parée de l'inscription « *Bienvenu.es Apatriðes* ». Ailleurs, on lit : « *On aura toujours raison de défendre les forêts.* » Ici, les bois ne sont pas qu'un décor. Ils constituent un sujet de lutte mais aussi la condition matérielle de réalisation des utopies de ceux qui s'efforcent de s'y faire une place.



Une partie défrichée de la forêt des Chambarans, occupée par les opposants au Center Parcs, janvier 2016 (JL).

Pour traverser la ZAD, le plus simple est de suivre le chemin de piste entre les arbres, tracé droit, comme avec une règle. « *La première fois que je l'ai vu, je me suis dit que c'était comme une autoroute* », se souvient un riverain, opposé au Center Parcs. Un autre habitué des lieux se désole : « *Ils viennent jusque-là, ce n'est pas possible. Ce projet de Center Parcs pose beaucoup de problèmes environnementaux. Mais c'est aussi une question de société : la marchandisation grignote du terrain. Là où j'allais faire les champignons, je risque de me retrouver face à une entrée payante.* » Pas de nom, pas de photo, pas de signe de reconnaissance. Dix-huit mois après les premiers heurts entre pro et anti-Center Parcs, ni les uns ni les autres ne souhaitent se faire remarquer dans un article.



zadiste prenant la navette qui leur était réservée pour rentrer à la ZAD après la manif de NANTES

Photomontage posté sur la page Facebook des pro-Center Parcs.

Sur la ZAD, des signes d'hostilité sautent aux yeux : quelqu'un a écrit « *Dehors les Bolcho* » sur la façade de la barricade sud. Un cœur doré figure à côté, en forme d'antidote, semble-t-il. Des piliers de la barricade nord, Saboté, ont été tranchés dans le sens de la largeur par un inconnu,

un jour ou une nuit où personne ne la gardait. La page Facebook des partisans de la construction du Center Parcs est un défilé de haine : « *Je vais me faire du zadiste* », « *Bien penser à se protéger avec des gants et masque car tellement ils sont pourris risque de maladie genre (peste, lèpre, gale)* », « *Il faut les exterminer ces bâtards crados* », « *Qu'une seule envie je suis passé à Roybon en camion mais malheureusement y en a même pas un seul qui a traversé devant moi.* » « *À quand l'évacuation de ces parasites ?* » et « *Alors, on les mets [sic] dehors ?* » s'interroge-t-on. À quoi répond la suggestion martiale : « *Notre cher gouvernement n'a qu'à envoyer l'armée et tous ces branleurs, les foutre aux travaux forcés.* »

La violence de leurs invectives est inversement proportionnelle à la taille du village de Roybon, un peu plus de 1 200 habitants. Des banderoles « *Oui au Center Parcs* » sont bien visibles dans les rues. Pour les partisans du projet, le centre de loisirs doit créer des emplois et faire connaître leur territoire. « *Ils disent qu'il n'y a rien ici, que c'est bien d'y construire des choses, ils ne sont pas attachés à cette forêt* », se désole un opposant. Le Medef, la chambre de commerce et d'industrie mais aussi la CFDT, la CGPME, l'Union française de la métallurgie (UPA), la Fédération du bâtiment, la CGPME, l'Union française de la métallurgie (FBTP) et la CFTC iséroises font bloc en faveur du Center Parcs « *pour nos familles iséroises qui espèrent un emploi, pour nos artisans qui sont en recherche de commandes, pour nos TPE et PME iséroises qui ont des difficultés à boucler leurs fins de mois, pour la dynamique de notre territoire, ce projet est une opportunité unique* ». Comme à Notre-Dame-des-Landes, ils en font aussi une question de principe institutionnelle : « *Sauf erreur, nous sommes toujours dans un pays de droit et dans un pays démocratique, où c'est l'avis de la majorité qui doit être entendu.* »

À l'extérieur de la ZAD, dans le canton de la Marquise, dans la bâtisse renommée Maquizad, habite depuis plusieurs mois un petit groupe de jeunes hommes et jeunes femmes. Sous le soleil d'un après-midi de la fin janvier, ils coupent du bois devant leur grange. Derrière eux, les traces d'un incendie : leur atelier a brûlé en fin d'année dernière, leurs outils et une partie de leur matériel ont été détruits. Par chance, il n'a pas touché leur lieu de vie et a laissé indemne le magasin gratuit de vêtements, de bottes et de chaussures qu'ils ont organisé sous les toits, pour eux-mêmes et leurs visiteurs.

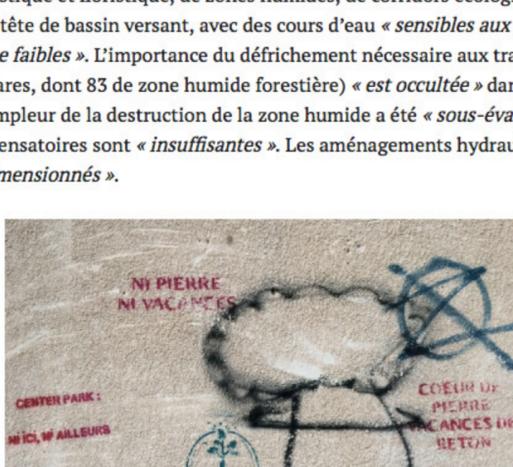
À l'heure de la pause, quand la lumière du soleil décline, le petit groupe se réchauffe dans le salon collectif, protégé du froid par une porte enrobée d'une couverture. Sur la table centrale, un gâteau de carottes et des infusions. Ils écoutent de la musique sur leur ordinateur et s'informent du veganFest, un festival végétalien qui doit se tenir le lendemain à Grenoble. Pourquoi vouloir vivre ici ? « *La société classique ne me convient pas : les magasins, le monde carcéral, les rapports entre les hommes et les femmes* », explique un habitant. La ZAD des Chambarans est-elle son refuge ? « *Non, ici, c'est un lieu d'expériences.* » Avant d'habiter le bois des Avenièrès, il a vécu sur la ZAD du Testet, contre le projet de barrage de Sivens, dans le Tarn. « *J'ai appris que ça s'ouvrirait ici, j'avais envie de voir comment ça allait émerger. Je suis content d'être là, d'apprendre plein de choses : jardiner, fabriquer des briques, faire de la charpente.* » Pause. « *Je n'aurais jamais pensé que je ferais de la charpente.* » Il ne sait pas pour combien de temps il est là. Mais ne souhaite pas particulièrement s'y installer. « *Mon souhait ici, c'est que ça appartienne à tout le monde.* »



"Acata"

Entre l'image repoussante du « zadiste » paresseux, profiteur, salissant, entretenue par les pro-Center Parcs et cultivée par certains élus, et les jeunes gens que l'on croise sur la ZAD des Chambarans, bottes aux pieds, marteau et scie en main, lampe frontale dans les cheveux, au travail et engagés pour un idéal de liberté et de justice, le décalage est flagrant.

Il en cache un autre : au nom de quelle loi prétend-on agir ? Celle des déclarations d'utilité publique et des arrêtés préfectoraux, presque toujours favorables aux projets d'aménagement ? Ou celle mise en avant par la commission d'enquête publique « loi sur l'eau », qui a rendu un avis unanimement défavorable à la construction d'un Center Parcs à Roybon ? Dans le rapport des enquêteurs, on peut lire que le site acheté par Pierre et Vacances est « *sensible sur le plan environnemental* », avec la présence de zones d'intérêt faunistique et floristique, de zones humides, de corridors écologiques. De plus, il se trouve en tête de bassin versant, avec des cours d'eau « *sensibles aux pollutions diverses, même faibles* ». L'importance du défrichement nécessaire aux travaux (sur au moins 90 hectares, dont 83 de zone humide forestière) est occultée dans le dossier d'enquête. L'ampleur de la destruction de la zone humide a été « *sous-évaluée* ». Les mesures compensatoires sont « *insuffisantes* ». Les aménagements hydrauliques prévus sont « *sous-dimensionnés* ».



Sur un mur de la Maquizad, janvier 2016. (JL).

LIRE AUSSI

Center Parcs: enquête sur une aberration faite de béton et de niches fiscales

PAR JADE LINDGAARD

Au cœur de la ZAD, «nouvelle Commune»

PAR JADE LINDGAARD

Ces arguments de fond sont occultés par la fabrication d'un nouvel ennemi public, « le zadiste », dont l'évacuation serait la priorité. Rebattu à Roybon, à Sivens et à Notre-Dame-des-Landes, le rappel à l'ordre sécuritaire empêche la compréhension des enjeux d'écologie fortement à l'œuvre dans ces dossiers. Dans ces conditions, expliquer l'importance des zones humides, des forêts, de la préservation des sols et de la protection de l'eau en situation de dérèglement climatique devient inaudible. Tous les projets d'aménagement du territoire y sont pourtant confrontés. Ce sont des sujets majeurs, mais systématiquement ignorés par les élus et les commentateurs politiques.

À la différence des opposants à l'aéroport du Grand Ouest, les habitants de la forêt des Chambarans ne bénéficient pas du soutien des paysans du cru. Ils se retrouvent isolés, et sans doute plus vulnérables.